

Le chômage est un mal endémique qui touche notre société depuis les années 1970, devenant structurel après être resté longtemps conjoncturel et limité. Aujourd'hui, c'est un véritable fléau qui mine l'harmonie sociale et fonde le ressentiment profond d'une part des catégories sociales, souvent populaires et, parfois déracinées ou dépossédées, mais aussi de plus en plus des classes moyennes et des catégories tertiaires. Le président François Mitterrand, qui s'était fait élire en 1981 sur la promesse d'un chômage qui n'atteindrait jamais les deux millions de personnes (ce qui se produisit quelques mois après...), avait baissé les bras et son action s'était réduite à créer quelques pansements sociaux, au grand dam des mineurs et ouvriers qui, dès 1984, brûlèrent son effigie lors des manifestations lorraines et parisiennes en criant à la trahison : la Gauche entamait alors son grand déclin et entérinait ses grands renoncements, au nom d'une Construction européenne qui remplaçait désormais la résolution de la question sociale... **Et le chômage, presque cinquante ans après la fin du plein-emploi, est toujours là, inquiétant, épuisant, destructeur autant des métiers que des vies et des familles.**



Mais si l'on veut le combattre, car il faut le combattre (ce dont ne sont pas sûrs un certain nombre de libéraux qui y voient un mal nécessaire), encore faut-il en discerner les causes et s'y attaquer, non par de simples lamentations ou gesticulations mais par **une véritable politique d'Etat**, une politique qui ne vise pas à « tout faire » mais à impulser des initiatives et à soutenir des projets (y compris privés), à financer des grands chantiers et à penser des stratégies à long terme. Le fatalisme serait la pire des choses, et le « laisser-faire, laisser-passer » un abandon des responsabilités de l'Etat qui, pour conforter sa légitimité politique, ne doit pas négliger ses devoirs sociaux et nationaux de protection de ses citoyens-contribuables, travailleurs et producteurs. Bien sûr, **l'étatisme serait aussi absurde que l'indifférence, et tout aussi dévastateur** car il déresponsabiliserait les Français comme il dessaisirait les entrepreneurs quand il faut responsabiliser les uns et les autres et les protéger tout autant dans le cadre social et politique, en assurant l'équilibre social et en rassurant les acteurs et investisseurs économiques.

Les causes du chômage contemporain français (car il y a des particularités françaises qui nous rappellent que l'économie dépend largement aussi des politiques nationales, et cela ne peut être ignoré) sont multiples et non uniques : parmi celles-ci, la mondialisation elle-même dont les aspects bénéfiques sont de moins en moins évidents. Bien sûr, aujourd'hui, la mondialisation est un fait mais il reste tout aussi vrai qu'elle n'est pas forcément un bienfait, et elle prend des formes qui sont celles que ses initiateurs souhaitaient, libérales, capitalistes, financiarisées. Des formes qui, à bien y regarder, pourraient bien être... le fond, ou, au moins, les fondements.

